

# Après le congrès de l'U.N.E.F.

« **L'**ANNEE s'est écoulée sous le signe de l'incertitude, de l'à - peu - près, du médiocre », a-t-on pu lire dans le rapport moral du président sortant J.-C. Roure.

L'explication en est-elle donnée par la discussion qui a suivi ? Elle réside pour nous dans l'orientation définie au congrès de Reims, l'an dernier : il y avait été décidé « une année de maturation et de réflexion ».

De nombreux orateurs ont souligné que la faiblesse du mouvement étudiant provient de l'absence d'un programme se basant sur des positions de contestation globale du régime et des structures qui nous sont imposées.

L'U.N.E.F. avait oublié un des thèmes fondamentaux de la « mino ». Qui ne fait pas de politique, accepte et applique en fait celle du gouvernement.

Ce fut donc en réalité une année de stagnation sans réflexion. Et, dans presque tous les domaines où fut appliquée une politique de dialogue avec les Pouvoirs publics, l'U.N.E.F. s'est laissée enliser.

Le bilan de cette politique, c'est :

— pour le logement, un nombre dérisoire de logements obtenus ;

— dans les rapports directs avec les Pouvoirs publics, le refus de le recevoir infligé à Roure, à Matignon ;

— au Comité national des œuvres, conquête étudiante mal utilisée, le silence imposé à Roure ;

— l'acceptation d'entrer au Haut-Comité, premier pas vers la main-mise de l'Etat sur la jeunesse.

## Une prise de conscience

Le congrès de Dijon débutait sur ce constat d'échec, et le vote contre le rapport moral reflétait la prise de conscience par certaines A.G.E. de l'urgence qu'il y avait à réformer la tendance « mino » sur des positions de refus de collaborer au régime « qui sacrifie l'Université à la force de frappe ».

Le déroutement du congrès a été clôturé par la possibilité d'une division de la « mino » traditionnelle en deux tendances (les « majos »

ne prenant pratiquement pas part aux débats) :

— une tendance « mino dure » que les journalistes se sont empressés de qualifier de révolutionnaire ;

— une tendance « mino molle », majoritaire, acceptant la politique de dialogue avec les Pouvoirs publics, que les mêmes journalistes ont appelée « gestionnaire ».

Le congrès n'a pas abouti à la structuration de cette « mino dure » — même si la F.G.E.L. (Sorbonne) et l'A.G.E.M.P. (Paris-Médecine) ont, à certains moments, cristallisé contre elle le mécontentement de la majorité.

En effet, la plupart des problèmes fondamentaux qui se posent au mouvement et à partir desquels des divergences sérieuses auraient pu apparaître n'ont pas été réglés ou du moins ont été sommairement bâclés. La plupart du temps, on s'est contenté de décider la constitution d'un dossier, base de travail pour l'avenir.

Dans le contexte actuel de l'offensive générale de l'Etat contre l'indépendance de toute organisation capable de contester le régime, le devoir premier d'étudiants socialistes est d'organiser la résistance à cette offensive pour sauvegarder l'autonomie de notre syndicat : l'U.N.E.F. C'est pourquoi le problème fondamental est la définition de l'attitude de notre mouvement envers l'Etat.

## Un travail de réflexion

Le rapport de la *Commission universitaire* a donné lieu à un débat intéressant sur la place de l'étudiant dans les rapports de production « jeune travailleur intellectuel » (point de vue majoritaire) ou non. Un travail de réflexion a été décidé de toutes manières sur cette question théorique.

En *Commission intérieure*, la majorité s'est prononcée pour poursuivre la revendication de l'allocation-logement, malgré une très ferme opposition qui a dénoncé ce mot d'ordre — qui revient, en fait, à entériner l'augmentation du prix du loyer au profit des intérêts privés, comme cela est prévu par le IV<sup>o</sup> Plan.

En *Commission Jeunesse*, une fois de plus, rien n'a été décidé et, après une année d'hésitation de l'U.N.E.F. à y siéger (motivée par la « création » de la F.N.E.F.), il semble que l'U.N.E.F. ait maintenant accepté de siéger

au Haut-Comité de la Jeunesse, cédant ainsi au chantage aux subventions, après s'être laissée isoler des autres organisations de jeunesse.

Enfin, en *Commission internationale*, le problème de l'entrée de l'U.N.E.F. à l'U.E.I. fut abordé sans qu'une décision soit prise.

### « Contestation globale »

En conclusion, comme on peut le constater, aucune option remettant en cause fondamentalement les formes des rapports de l'U.N.E.F. avec les Pouvoirs publics n'a été prise. C'est pourquoi — et quoique en aient dit tous les journaux — on ne peut dire qu'une véritable minorité reposant sur des bases solides — résultant d'analyses concrètes — se soit constituée à ce congrès.

*Le Bureau national E.S.U. ouvre une enquête sur le syndicalisme étudiant après le Congrès de Dijon. Il demande aux membres et organisations du Parti et du Mouvement J.S.U., et aux militants syndicalistes de l'U.N.E.F., de lui faire part de leurs réflexions sur l'évolution de l'U.N.E.F. et sur les perspectives actuellement offertes au syndicalisme étudiant.*

*Nous publierons dans la presse du Parti et du Mouvement les principales réponses. Un document condensera ultérieurement les résultats de cette enquête.*

*Bureau National E.S.U., 8, rue Henner, Paris-IX.*

Sans doute, un certain nombre d'A.G.E., notamment la F.G.E.L., l'A.G.E.M.P.

manifestèrent bien leur souci d'une « contestation globale » du pouvoir gaulliste, mais toutes leurs théories sur la structuration du milieu et autres « structures de participation » ne sont finalement qu'un écran de fumée devant les vrais problèmes qui se posent au mouvement étudiant et qui ne furent jamais abordés de façon valable au cours du congrès — à savoir le problème de la résistance réelle, organisée en commun avec les autres syndicats et les mouvements de jeunesse (et reposant sur une information et une mobilisation de la base) aux tentatives d'intégration qui, plus que jamais — le dernier discours de de Gaulle le prouve — reste l'objectif fondamental du pouvoir bonapartiste.

La « mine dure » ne s'est pas encore structurée, mais le clivage aurait pu se faire de manière nette si tous les représentants de la « mine dure » avaient refusé de participer au bureau Mousel-Mougeotte.

Ce ne fut pas le cas, puisque ce bureau est, en fait, un bureau d'union où se retrouvent presque tous les courants. Et les mandats donnés à ce bureau sont très imprécis. Qu'en résultera-t-il ? Tous les problèmes restent posés. Seront-ils résolus à l'A.G. de juillet ?

Il faut faire vite, car une année supplémentaire de « maturation » accélérerait, en fait, le pourrissement du syndicat et sa prise en main par les éléments technocratiques.

***Tribune Socialiste*** n° 146

27 avril 1963

Page 11

## LES PROBLEMES ETUDIANTS

C'est à la suite d'une erreur matérielle que l'article paru dans notre n° 146, sous le titre « Après le congrès de l'U.N.E.F. », ne portait aucune signature. Il avait été écrit par le délégué syndical du Bureau national des E.S.U.

Un certain nombre de camarades, notamment, bien entendu, parmi les étudiants, nous ont fait connaître leur désaccord avec les opinions ainsi exprimées

sur les problèmes du syndicalisme étudiant.

Le Bureau national du P.S.U. précise que cet article n'engageait que sa responsabilité.

Du reste, la rubrique que *Tribune Socialiste* réserve aux problèmes étudiants sera ouverte à l'expression des diverses conceptions du syndicalisme étudiant.

***Tribune Socialiste*** n° 148

11 mai 1963

Page 4